

ce projet de résolution, espérant que la Chambre jugera bon de se prononcer avant six heures, quand quelques députés auront formulé leurs observations. J'incite la Chambre à approuver ma proposition. Dotons notre pays d'un drapeau, soit, mais faisons tout ce que nous pouvons pour les citoyens qui y vivent. Nous y arriverons si nous améliorons notre régime de sécurité sociale comme je l'ai proposé dans le projet de résolution à l'étude.

M. J. C. Munro (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, les propos de l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) m'ont vivement intéressé, surtout lorsqu'il a parlé de l'ouvrage de M. Harrington, *The Other America*, ou de la pauvreté aux États-Unis. Il a dit qu'un des moyens de lutter contre la pauvreté consistait à remanier notre régime de sécurité sociale.

Je crois pouvoir dire que les initiatives prises par le gouvernement actuel, depuis un an, ont permis de franchir un grand pas dans cette voie. L'honorable député a parlé d'un gouvernement lent à agir, mais si l'on songe à ce que nous avons accompli depuis un peu plus d'un an, il se peut que les Canadiens ne soient pas d'avis que le gouvernement ait été aussi lent à agir qu'on le pense.

M. Knowles: Jé suis tout oreilles.

M. Munro: Très bien. Même si les discours de l'honorable député ont été utiles en maintes occasions, je ne crois pas que l'on puisse dire qu'il ait contribué moins que d'autres à retarder la mise en œuvre des mesures législatives au cours de la dernière année.

Il y a une chose, dans l'ouvrage de M. Harrington, dont l'honorable député n'a pas parlé et qui constitue sa thèse fondamentale, d'après ce que je puis en juger après avoir lu le livre. Il est vrai qu'il dit qu'on a dû reviser le régime de sécurité sociale aux États-Unis pour pouvoir atteindre les bas-fonds du monde économique de ce pays, comme il le dit, mais il insiste beaucoup, aussi, sur l'instruction.

L'honorable député a mentionné le fait qu'aux États-Unis, au fur et à mesure que s'accroîtront l'automatisation, la richesse et la prospérité, il y aura de moins en moins de gens qui s'astreindront aux longs travaux ou aux longues heures de travail d'aujourd'hui. Cela est tout à fait vrai et ce n'est que grâce à l'instruction que l'on remédiera à ce problème. M. Harrington fait remarquer que les États-Unis doivent d'abord s'examiner

[M. Knowles.]

eux-mêmes et examiner l'état de leur opulence avant de décider quelle proportion de ces richesses devra servir à la formation des habitants, de façon à ce que les personnes qui, d'une génération à l'autre, se trouvent de plus en plus acculées aux bas-fonds de la société et n'ont aucun moyen d'en sortir, puissent recevoir du secours. Il affirme que seul le gouvernement fédéral pourra entreprendre cette tâche, en lançant d'abord un programme colossal d'instruction des masses, c'est-à-dire de 30 à 50 millions de personnes environ et il ajoute que cela coûterait énormément cher au gouvernement.

Ainsi, la remise à neuf de notre régime de sécurité sociale n'est qu'un élément de la tâche que nous avons à accomplir. Je ne crois pas qu'on ait songé, aux États-Unis, à ce qu'une révision du régime de sécurité sociale résoudreait le problème réel. Si les gens ont plus de loisirs, cela aide ceux qui ont un emploi. Mais ceux qui n'ont pas de travail doutent fort que la rénovation du régime de sécurité sociale leur rapporte grand-chose, à moins qu'elle ne soit accompagnée de dispositions toutes neuves de la part du gouvernement à l'égard de l'éducation. Je ne parle pas d'enseignement universitaire ou classique, mais principalement d'enseignement technique. Je ne pense pas que la sécurité sociale devrait être considérée comme la chose la plus importante en s'attaquant à ce problème, surtout depuis que certaines des lacunes qui se trouvent dans nos programmes de sécurité sociale ont été bouchées, ces temps derniers. Je ne veux pas dire par là que nous devons sous-estimer certaines des brèches signalées par l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), mais j'estime qu'une revue de certaines choses qui ont été accomplies devrait être consignée au compte rendu.

1. Au cours de l'année dernière, nous avons augmenté la pension de vieillesse. Je ne pense pas que le gouvernement s'en attribue tout le crédit. Sans le concours des autres groupes de la Chambre, ce projet n'aurait pas été adopté, mais il l'a été. La pension a été augmentée de \$10 par mois pour les personnes âgées de plus de 70 ans, ce qui est une amélioration certaine.

2. Les allocations aux aveugles ont aussi été augmentées de \$10 par mois.

(Texte)

M. Boutin: L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

(Traduction)

M. Munro: Auriez-vous l'obligeance de répéter, s'il vous plaît?